



Consultation publique de l'Arcep relative à
la mise en place d'une collecte annuelle de données environnementales
Contribution de Numeum

Numeum, premier syndicat professionnel des entreprises du numérique en France, a participé activement aux débats sur le projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique (SREN). Ainsi, nous comprenons l'élargissement du pouvoir de collecte aux fournisseurs de services d'informatique en nuage de manière à affiner la compréhension de l'empreinte environnementale du numérique en France, et saluons à ce titre le travail de l'Arcep.

Les recommandations et interrogations qui suivent, élaborées en concertation avec nos membres, ont pour objectif de définir un cadre juridique à la fois pragmatique et sécurisé pour la mise en œuvre de la loi SREN. Elles visent à établir des modalités d'application claires et réalistes, permettant aux fournisseurs de services cloud d'évaluer efficacement leur empreinte environnementale tout en garantissant une mise en conformité rapide, univoque, pérenne et stable juridiquement. Cette approche offre ainsi aux acteurs du secteur la lisibilité nécessaire pour une application effective du cadre posé par la loi SREN.

Calendrier de mise en œuvre :

Réponse de Numeum :

Numeum soutient l'approche retenue par l'Arcep visant à disposer d'une meilleure connaissance de l'empreinte environnementale du numérique en France. Cette approche permettra ainsi d'identifier clairement les leviers d'actions les plus efficaces pour réduire cette empreinte. Le calendrier de collecte prévu présente néanmoins de profondes contraintes opérationnelles pour les nouvelles entreprises concernées. La présente consultation a été ouverte fin septembre et se termine le 31 octobre, ce calendrier impliquerait la communication d'une liste définitive de données trop tardive. Le délai prévu ne semble pas suffisant pour concevoir, développer et mettre en place des processus de collecte et de vérification de données fiables. Pour des raisons évidentes d'efficacité opérationnelle et de bon usage des ressources, les entreprises ne peuvent engager des développements techniques et organisationnels conséquents uniquement sur la base d'un dispositif définitif et stabilisé (donc une fois le texte publié). Il serait contre-productif et coûteux de déployer des processus qui devraient être significativement modifiés à la suite des évolutions potentielles du cadre réglementaire encore en consultation.

Pour des questions de prévisibilité et une meilleure sécurité juridique, Numeum recommande ainsi de reporter la première collecte de données aux fournisseurs de services en nuage à janvier 2027 contrairement au calendrier initialement prévu qui prévoit une première collecte durant le premier trimestre 2026. Ce report permettrait aussi un alignement avec le cadre européen, la finalisation du système européen de notation des centres de données étant prévue pour Q1 2026 sous le Règlement délégué (UE) 2024/1364. Au-delà, ce report à janvier 2027 ne serait pas en contradiction avec la loi n°

2024-449 du 21 mai 2024 (« SREN ») qui ne fixe pas d'échéance contraignante pour la collecte des données des fournisseurs de services cloud.

Seuil d'application :

Réponse de Numeum :

Le maintien d'un seuil de collecte couvrant un large périmètre d'acteurs apparaît indispensable afin de garantir la comparabilité et la qualité des données recueillies, ainsi que la robustesse des analyses sectorielles qui en découleront. Dans cette optique, nous soutenons l'approche de l'ARCEP visant à élargir le périmètre des acteurs concernés : un plus grand nombre d'entreprises contributrices permet non seulement d'obtenir une photographie plus précise de l'empreinte environnementale du secteur et d'assurer une consolidation agrégée plus robuste dans le rapport final, réduisant ainsi les risques d'attribution des données à des acteurs spécifiques. Cette approche, combinée à un nombre ciblé d'indicateurs clés, permettra d'établir une base solide qui pourra évoluer progressivement.

Périmètre des données :

Réponse de Numeum :

Les fournisseurs de services d'informatique en nuage ne sont pas tous propriétaires de leurs propres centres de données et n'ont, par conséquent, pas accès à certaines données mentionnées à l'annexe F du projet de décision présenté par l'Autorité. Dans le cadre de l'enquête annuelle de l'Arcep, les acteurs de la colocation réalisent déjà une déclaration environnementale portant sur les émissions de gaz à effets de serre, la consommation d'eau et d'énergie. En intégrant les fournisseurs de services d'informatique en nuage dans le périmètre d'application, il convient de veiller à ne pas effectuer un double comptage.

La segmentation par type d'usage se heurte à d'importantes difficultés opérationnelles : la collecte de données telle prévue que dans le projet de décision est complexe et peu accessible en pratique, et les usages d'un même équipement peuvent évoluer sur une même période de reporting, ce qui rend la distinction entre catégories d'usage artificielle. Il apparaît donc indispensable que l'Arcep précise clairement la finalité poursuivie par cette nouvelle collecte. Si l'objectif est d'évaluer l'empreinte environnementale de l'intelligence artificielle, il conviendra de préciser, pour chaque donnée demandée, l'usage exact qui en sera fait et la manière dont ces éléments nourriront concrètement les travaux de l'Arcep sur la responsabilité environnementale du numérique. A défaut, la transmission de ces données - sensibles et complexes ou impossible à produire - ne semble pas justifiée et de ce fait largement disproportionnée (notamment, les indicateurs relatifs aux volumes de trafic devraient être supprimés car ils ne reflètent pas l'impact environnemental réel des services cloud).

Ces précisions sont d'autant plus nécessaires qu'elles permettraient de limiter les risques liés à la divulgation d'informations sensibles relevant du secret des affaires. En effet, en l'état, les informations sollicitées exposeraient avec précision l'activité d'un fournisseur de cloud, la structuration de ses capacités et ses orientations stratégiques, créant des difficultés non-négligeables sur le plan concurrentiel.

Par ailleurs, la granularité actuellement envisagée pour la collecte des données est prématurée (en l'absence de définitions standardisées au niveau européen) et trop importante compte tenu de la



complexité de collecte de ce type de données. À titre d'exemple, un fournisseur de cloud ne peut pas déterminer l'usage fait de ses GPU : seuls les clients connaissent leurs propres usages, qu'ils ne déclarent pas à leur fournisseur. Ce dernier peut indiquer le nombre total de serveurs équipés d'au moins un GPU, mais il lui est impossible de préciser lesquels sont utilisés pour l'entraînement de modèles d'IA générative ou dotés de CPU optimisés à cet effet.

La partie III de l'annexe F relative aux données de performances environnementales des équipements informatiques utilisés pour les services cloud semble se superposer à la collecte déjà prévue par l'annexe B concernant les opérateurs de centre de données et fournisseurs de services cloud. Il serait donc souhaitable de clarifier cette articulation afin d'éviter, à nouveau, un double comptage et ainsi de garantir la cohérence du dispositif de collecte.

Méthodologie de collecte :

Réponse de Numeum :

Bien que Numeum salue l'attention portée par l'Arcep à la protection et au traitement des données dans le dispositif envisagé, il convient de souligner que certaines modalités de collecte pourraient entrer en contradiction avec les politiques de sécurité et de confidentialité actuellement en vigueur au sein des entreprises concernées. La centralisation de données sensibles au sein d'un même support, notamment lorsqu'il est destiné à une diffusion externe, pourrait s'avérer contraire aux protocoles internes de sécurité des entreprises concernées. Malgré l'anonymisation prévue, la nature de certaines données peut permettre d'inférer des éléments stratégiques relatifs aux clients, exposant ainsi des risques pour l'intégrité des dispositifs de sécurité. La publication des données devrait dès lors se faire uniquement sous forme agrégée pour protéger les informations commercialement sensibles.

Par ailleurs, il semble nécessaire de s'aligner avec le travail en cours au niveau européen relatif à la mise en place d'un système commun de notation des centres de données via le règlement délégué UE 2024/1364. En effet, le règlement prévoit un ensemble d'informations et d'indicateurs à fournir à la base de données européenne et définit également les premiers indicateurs de durabilité des centres de données. Le niveau européen constitue la bonne échelle pour définir des méthodologies et des indicateurs de transparence et de performance. L'absence d'alignement des indicateurs français avec les futures méthodologies européennes entraînerait plusieurs types de difficultés :

- Risque de confusion pour les acteurs et de manque de lisibilité et de sécurité juridique ;
- Nécessité de défaire le dispositif français lorsqu'il faudra l'adapter au dispositif européen ;
- Difficulté à assurer une comparabilité dans le temps si les indicateurs français devaient être amenés à changer par la suite ;
- Risque d'entrer en contradiction potentielle de méthodologies dans un contexte où le marché unique européen est primordial.

Ainsi, Numeum soutient la nécessité d'une harmonisation dans la terminologie et les méthodologies employées, en cohérence avec le cadre européen.



Par ailleurs, la sous division prévue dans la collecte de données par centre de données ne correspond pas à la réalité opérationnelle de la gestion de centre de données. Dans certains cas, les propriétaires de centres de données regroupent les différents centres sur un unique site qui peut regrouper jusqu'à 10 centres de données. Dans ce contexte, il ne semble pas pertinent de réaliser un tel découpage artificiel qui ne reflèterait pas l'empreinte environnementale réelle de chaque centre de données. Une méthodologie claire et stable dans le temps est essentielle pour permettre des comparaisons pertinentes et suivre les progrès réalisés.

A propos de Numeum

Numeum est le syndicat patronal et la première organisation des professionnels du numérique en France. Membre de la fédération Syntec qui constitue la deuxième branche représentative du MEDEF, il représente les entreprises de services du numérique (ESN), les éditeurs de logiciels, les plateformes et les sociétés d'Ingénierie et de Conseil en Technologies (ICT). Numeum rassemble plus de 2 500 entreprises adhérentes qui réalisent 85% du chiffre d'affaires total du secteur qui lui-même représente 70 milliards d'euros de chiffre d'affaires et 670 000 collaborateurs en France. Présidé par Véronique Torner depuis juin 2023, Numeum met en œuvre un projet d'impact pour faire rayonner la filière et fédérer les écosystèmes des professionnels du Numérique en France et en Europe. La présidence se fixe trois grandes priorités : les régions, pour accompagner les adhérents partout en France, les compétences, pour répondre aux défis de l'attractivité et de la mixité, et le numérique responsable pour accompagner et soutenir le développement



d'un écosystème numérique dans une trajectoire d'impact positif sur le plan économique, social, sociétal et environnemental. Pour en savoir plus : www.numeum.fr